

**ARRÊTÉ DU CONSEIL COMMUNAL  
CONCERNANT L'INTERDICTION DE LA VAISSELLE PLASTIQUE  
À USAGE UNIQUE**



LE CONSEIL COMMUNAL DE LA COMMUNE DE VAL-DE-TRAVERS

vu la loi cantonale sur les déchets et les sites pollués (LDSP), du 13 octobre 1986 ;

vu la loi cantonale sur l'utilisation du domaine public (LUDP), du 25 mars 1996 ;

vu le règlement d'exécution de la loi cantonale sur l'utilisation du domaine public, du 23 avril 2007 ;

vu le règlement cantonal sur les plastiques à usage unique, du 17 août 2022 ;

vu la directive cantonale relative à l'application du règlement sur les plastiques à usage unique, du 17 août 2022 ;

vu le règlement de police de la commune de Val-de-Travers, du 30 septembre 2019 ;

sur la proposition du chef du dicastère de l'administration et de la protection de la population et du chef du dicastère du territoire, des sports et de la culture,

**arrête :**

**Article premier** : <sup>1</sup>Le présent arrêté a pour but de déterminer les modalités d'interdiction de la vaisselle plastique à usage unique sur le domaine public communal et dans les salles communales.

<sup>2</sup>Il a également pour but de déterminer les modalités d'interdiction de la vaisselle plastique à usage unique sur le domaine privé pour les entités subventionnées par la Commune.

**Article 2** : <sup>1</sup>Sont soumis au présent arrêté, les manifestations (publiques ou privées), marchés, installations saisonnières ou terrasses d'établissement public situés ou ayant lieu en tout ou partie sur le domaine public communal ou dans les salles communales et nécessitant une autorisation ou l'octroi d'une concession.

<sup>2</sup>Il s'agit notamment de tout évènement ou prestation occasionnel à caractère commercial ouvert au public avec restauration, sonorisation, danse publique ou jeu public, tous rassemblements temporaires d'activités commerciales à l'occasion desquels les articles exposés peuvent faire l'objet d'achats ou de prises de commandes au détail ; toutes autres installations, fixes ou temporaires offrant des services de restauration sur place ou à l'emporter.

<sup>3</sup>Sont également soumis les événements (publics ou privés) situés ou ayant lieu en tout ou partie sur le domaine public communal ou dans les salles communales et ne nécessitant pas d'autorisation ou l'octroi d'une concession.

<sup>4</sup>Est déterminant le fait que l'évènement défini aux alinéas 2 et 3 a lieu en tout ou partie sur le domaine public communal ou dans les salles communales. À l'exception des terrasses d'établissements publics, le lieu de consommation final des denrées vendues, distribuées ou offertes n'entre pas en considération.

- Article 3** : Les produits plastiques à usage unique dont l'usage est interdit sont définis à l'article 5 du règlement cantonal sur les plastiques à usage unique, du 17 août 2022.
- Article 4** : Les produits admis sont définis à l'article 6 du règlement cantonal sur les plastiques à usage unique, du 17 août 2022, en lien avec la directive cantonale relative à l'application du règlement sur les plastiques à usage unique, du 17 août 2022.
- Article 5** : <sup>1</sup>Les entités qui sont subventionnées par la Commune pour tout évènement mentionné à l'article 2, alinéas 1 à 3 du présent arrêté et situé ou ayant lieu entièrement sur le domaine privé ont l'interdiction d'utiliser de la vaisselle plastique à usage unique à cette occasion.  
<sup>2</sup>Les modalités d'octroi des subventions communales sont déterminées par le Conseil communal.
- Article 6** : En cas d'infraction au présent arrêté, l'article 11a de la loi cantonale sur l'utilisation du domaine public (LUDP), du 25 mars 1996, s'applique par analogie.
- Article 7** : <sup>1</sup>Conformément à l'article 4, alinéa 1, lettre c de la loi cantonale sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979, les décisions prises par le Conseil communal et les dicastères compétents en application du présent arrêté indiquent l'autorité auprès de laquelle un recours peut être déposé, la forme du recours et le délai pour son dépôt.  
<sup>2</sup>La législation cantonale sur la procédure et la juridiction administratives demeure expressément réservée
- Article 8** : <sup>1</sup>Le présent arrêté sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat.  
<sup>2</sup>Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Val-de-Travers, le 26 octobre 2022

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL  
LE PRESIDENT : LE CHANCELIER :

Frédéric Mairy

Christian Reber